

N° 5003

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant réorganisation de l'Institut viti-vinicole

* * *

(Dépôt: le 1.8.2002)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (25.7.2002)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	5
4) Commentaire des articles	9

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant réorganisation de l'Institut viti-vinicole.

Cabasson, le 25 juillet 2002

*Le Ministre de l'Agriculture, de la
Viticulture et du Développement rural,*

Fernand BODEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er.– L’Institut viti-vinicole dénommé ci-après „l’Institut“ a, dans les limites fixées par les lois et règlements et sans préjudice des dispositions légales et réglementaires fixant les attributions d’autres organes de l’Etat, pour mission de s’occuper de toutes les questions intéressant la viticulture et l’oenologie et notamment:

- a) de promouvoir le progrès technique et économique dans tous les domaines de la viticulture, de l’oenologie et de la vinification, par l’application des méthodes appropriées de l’information, de la vulgarisation, de la démonstration, de la recherche, de la formation professionnelle ainsi que par l’application de méthodes appropriées et respectueuses de l’environnement, du paysage et de l’espace naturel;
- b) de fournir aux viticulteurs des plants et greffons de vignes sélectionnées;
- c) d’orienter, d’organiser et de surveiller la lutte rationnelle contre les ennemis de la vigne du règne animal et végétal;
- d) de surveiller et de contrôler l’exécution des prescriptions légales et réglementaires concernant les vins et boissons similaires;
- e) de conseiller des organismes professionnels de la viticulture dans les domaines technique, économique et commercial;
- f) d’assurer l’exploitation des vignobles de démonstration appartenant à l’Etat;
- g) de participer, sur le plan de l’Union Européenne, à l’élaboration de la politique agricole commune dans le secteur viti-vinicole ainsi qu’à son application et exécution au plan national;
- h) d’établir des statistiques annuelles sur la situation économique et sociale de la viticulture;
- i) de procéder à toutes enquêtes spéciales sur la situation économique et sociale de la viticulture dont il pourra être chargé;
- j) d’organiser, de garantir et de contrôler le fonctionnement et la gestion des Marques Nationales des vins, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg.

Art. 2.– Dans sa mission de conseiller les viticulteurs l’Institut peut, par l’intermédiaire de son laboratoire et sur demande des viticulteurs, faire des analyses et des examens pour leur permettre de suivre et de contrôler le processus de vinification.

Un règlement grand-ducal fixe les montants et les modalités des taxes à percevoir sur les échantillons présentés.

Art. 3.– L’Institut peut organiser, en collaboration et en accord avec le Ministre ayant dans ses attributions l’éducation nationale, des cours de formation professionnelle en viticulture et en oenologie.

Les modalités d’organisation de ces cours sont fixées par règlement grand-ducal.

Art. 4.– L’Institut exerce ses fonctions sous l’autorité du Ministre ayant dans ses attributions la viticulture.

Le directeur, qui est le chef de l’administration, a sous ses ordres tout le personnel.

L’Institut comporte cinq sections qui s’occupent:

- des affaires concernant la viticulture proprement dite et de l’exploitation des vignes de démonstration,
- de questions d’oenologie et de méthodes de vinification,
- de la surveillance et du contrôle de l’exécution des prescriptions légales et réglementaires concernant les produits viticoles,
- de l’élaboration et de l’application de la politique agricole commune dans le secteur viti-vinicole au niveau de l’Union Européenne,
- des Marques Nationales des vins, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg.

Art. 5.– (1) Le cadre du personnel de l'Institut comprend les fonctions et emplois suivants:

a) dans la carrière supérieure de l'administration:

- un directeur
- des ingénieurs 1ère classe ou ingénieurs-chefs de division ou ingénieurs principaux ou ingénieurs-inspecteurs ou ingénieurs.

Pour la carrière de l'ingénieur, le nombre d'emplois dans les différents grades du cadre fermé est celui prévu par la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat.

b) dans la carrière moyenne de l'assistant technique viticole:

- des assistants techniques viticoles.

Pour les avancements en traitement l'assistant technique viticole doit réussir un examen de promotion dont les conditions et modalités sont fixées par règlement grand-ducal.

c) dans la carrière moyenne de l'administration:

- des inspecteurs principaux premier en rang ou inspecteurs principaux ou inspecteurs ou chefs de bureau ou chefs de bureau adjoints ou rédacteurs principaux ou rédacteurs.

d) dans la carrière inférieure de l'administration:

- des premiers commis principaux ou commis principaux ou commis ou commis adjoints ou expéditionnaires
- des premiers commis techniques principaux ou commis techniques principaux ou commis techniques ou commis techniques adjoints ou expéditionnaires techniques.

Pour l'application des pourcentages déterminant le nombre d'emplois dans les différents grades du cadre fermé, prévus par la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat, les effectifs des rédacteurs respectivement ceux des expéditionnaires administratifs et techniques sont pris ensemble.

- des chefs de brigade dirigeants, des chefs de brigade principaux ou des chefs de brigade ou des sous-chefs de brigade ou des surveillants principaux ou des surveillants des travaux
- des concierges surveillants principaux ou des concierges surveillants ou des concierges.

La promotion aux fonctions supérieures à celles de rédacteur principal et aux fonctions supérieures à celles de commis adjoint et de commis technique adjoint et aux fonctions de sous-chef de brigade et aux fonctions supérieures de concierge telles que prévues au point c) et d) du présent article est subordonnée à la réussite d'un examen de promotion, dont les conditions et modalités sont fixées par règlement grand-ducal.

(2) L'Institut peut occuper, à titre temporaire, des chargés de cours dont l'indemnisation sera fixée par règlement grand-ducal, des stagiaires, des employés, ainsi que des ouvriers selon les besoins du service et dans les limites des crédits budgétaires. Lors de l'exécution de travaux d'une envergure exceptionnelle, des auxiliaires peuvent être engagés pour la durée de ces travaux.

(3) Les nominations aux fonctions de directeur, d'ingénieur, d'assistant technique viticole et des fonctions supérieures à celles de rédacteur principal sont faites par le Grand-Duc; celles aux autres emplois par le Ministre ayant dans ses attributions la viticulture.

Art. 6.– (1) Les candidats aux fonctions de la carrière supérieure doivent être détenteurs d'un certificat de fin d'études secondaires luxembourgeois, d'un certificat de fin d'études secondaires techniques luxembourgeois ou d'un certificat équivalent, dûment homologué par le Ministre ayant dans ses attributions l'éducation nationale. Ils doivent en outre être détenteurs, soit d'un diplôme d'ingénieur agronome, d'ingénieur chimiste ou biologiste, soit d'un diplôme en sciences économiques, ou d'un diplôme équivalent portant sur une spécialité viticole et/ou oenologique. Ces diplômes doivent être délivrés par une université ou une école d'enseignement supérieur après un cycle d'études complet sur place d'au moins quatre années. Ils doivent être inscrits au registre des diplômes prévu à l'article 1er de la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.

(2) Les candidats aux fonctions d'assistant technique viticole doivent être détenteurs d'un certificat de fin d'études secondaires luxembourgeois, d'un certificat de fin d'études secondaires techniques luxembourgeois ou d'un certificat équivalent, dûment homologué par le Ministre ayant dans ses attributions l'éducation nationale. Ces candidats doivent justifier par ailleurs d'un cycle de trois années d'études à une école viti-vinicole technique supérieure ou universitaire ou équivalente reconnue par le Ministre ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur.

(3) Les candidats aux fonctions de surveillant des travaux et de concierge doivent être détenteurs au moins du certificat de fin d'études primaires, ou justifier d'un nombre d'années identiques dans un autre cycle d'enseignement. Ils doivent se soumettre à un examen d'admission au stage. Après l'accomplissement de leur stage, ils sont soumis à un examen d'admission définitive et à un examen de promotion. Toutefois les surveillants des travaux doivent se soumettre à un deuxième examen de promotion. Les conditions et modalités de l'examen d'admission au stage, de l'examen d'admission définitive et des examens de promotion sont fixées par règlement grand-ducal.

Art. 7.— La loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat est modifiée et complétée comme suit:

- A. A l'article 22, paragraphe II, le point 15 est modifié comme suit:
Pour le directeur de l'Institut viti-vinicole, le grade 16 est allongé d'un 12e et 13e échelon ayant respectivement les indices 575 et 594.
- B. A l'annexe A – Classification des fonctions – rubrique I „Administration générale“, les modifications suivantes sont apportées:
au grade 15 est supprimée la mention de „Institut viti-vinicole – directeur“
au grade 16 est ajoutée la mention de „Institut viti-vinicole – directeur“.
- C. A l'annexe D – Détermination Tableau I. – Administration générale est supprimée au grade 15 la mention „directeur de l'Institut viti-vinicole“ et cette mention est ajoutée au grade 16.
- D. A l'article 22, paragraphe II, point 8 est ajoutée la fonction: „assistant technique viticole“.
- E. A l'article 22, paragraphe VI, point 18 est ajoutée la fonction: „assistant technique viticole“.
- F. A l'article 22, paragraphe VII, C), rubrique 20 p.i. est ajoutée la fonction „assistant technique viticole“.
- G. A l'annexe A – Classification des fonctions – rubrique I „Administration générale“, la mention suivante est ajoutée au grade 10:
„Institut viti-vinicole – assistant technique viticole“.
- H. A l'annexe D – Détermination Tableau I – „Administration générale“ est ajoutée la mention „assistant technique viticole“.

Dispositions transitoires

Art. 8.— (1) L'assistant, occupé à l'Institut depuis le 1er août 1971, est maintenu dans son grade actuel.

(2) L'employé privé, occupé par les Marques Nationales des vins, des vins mousseux et des créchants de Luxembourg depuis le 2 février 1984 et l'employé privé, occupé depuis le 21 mars 1983 par les Marques Nationales précitées sont admis au statut d'employé de l'Etat.

(3) L'employé de la carrière B1, grade 7, occupé dans l'administration de l'Institut viti-vinicole depuis le 1er mai 1980, est admis à la carrière de l'expéditionnaire. Il est dispensé de l'examen d'admission définitive et de l'examen de promotion. Il est nommé au dernier grade de la carrière de l'expéditionnaire et bénéficie du grade de substitution.

(4) L'ouvrier, qui, à la date de la promulgation de la présente loi, a dépassé deux ans au service du laboratoire de l'Institut, et qui remplit les conditions d'admission à la carrière inférieure de l'expéditionnaire technique, peut obtenir, dans un délai de six mois, à compter de la date de la mise en vigueur de la présente loi, une nomination définitive dans la carrière de l'expéditionnaire technique, à

condition qu'il ait subi avec succès un examen spécial d'admission, dont l'organisation et la matière font l'objet d'un règlement ministériel.

Art. 9.— Jusqu'à l'entrée en vigueur des règlements grand-ducaux et ministériels prévus dans la présente loi, les règlements pris en exécution des dispositions légales antérieures relatives à l'organisation de l'Institut restent applicables.

Art. 10.— La loi du 29 août 1976 portant création de l'Institut viti-vinicole est abrogée.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi poursuit deux objectifs principaux. Il s'agit, d'une part, de compléter et de préciser les missions de l'Institut viti-vinicole (dénommé ci-après „l'Institut“) et, d'autre part, de revoir la structure relative au cadre du personnel de ce service, en y incluant également le personnel administratif et technique des Marques Nationales des vins, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg.

1) La mission de l'Institut viti-vinicole

Depuis sa création en 1925, l'Institut était toujours une institution indispensable à l'étude des problèmes posés par le secteur viticole luxembourgeois ainsi qu'un établissement à la vulgarisation et à la formation pour viticulteurs. La loi du 27 août 1925 définissait la mission de la station viticole. Lors de l'abrogation de ce texte, les lois du 9 décembre 1963 et du 29 août 1976 ont élargi la mission de la station viticole. La loi du 29 août 1976 a même modifié le nom de la station viticole en Institut viti-vinicole afin de mieux faire ressortir les multiples missions.

L'intitulé des différentes divisions constituant l'Institut dans la loi en vigueur rendait déjà partiellement compte de la mission impartie à celui-ci. Or, afin de mieux cibler les missions de l'Institut, il y a lieu d'augmenter les divisions, à savoir:

- la section de la viticulture proprement dite et de l'exploitation des vignes de démonstration,
- la section de l'oenologie et de la vinification,
- la section du contrôle des vins et des autres produits viticoles nationaux et étrangers,
- la section des relations extérieures et du marché commun,
- la section de la Marque Nationale du vin, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg.

Depuis la dernière adaptation de la loi en 1976, la mission de l'Institut était conçue aussi largement que possible. Néanmoins, certains aspects de celle-ci ont pris de l'ampleur et il s'impose aujourd'hui d'adapter la mission de l'Institut en fonction des exigences de l'évolution du marché et de la politique viticole communautaire et nationale.

Annuellement, l'Institut établit des statistiques concernant la production indigène de vins, de vins mousseux et de crémants de Luxembourg, les exportations, les importations, les stocks, la consommation, la valeur de la production viticole, le nombre et la structure des exploitations viticoles etc. Ces données sont mises à la disposition, d'une part, des instances statistiques et politiques nationales, communautaires et internationales, et, d'autre part, de la profession viticole pour servir à la gestion du marché des vins et pour avoir un aperçu régulier sur l'évolution du nombre et de la structure des exploitations viticoles.

En outre, l'Institut est appelé à procéder à plusieurs enquêtes spéciales permettant de calculer et de contrôler les rendements à l'hectare institués par le règlement grand-ducal du 15 septembre 1993 portant exécution de la loi du 21 janvier 1993 relative au rendement des vignobles et permettant de calculer et de gérer le programme agri-environnemental instaurant la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une viticulture respectueuse de l'environnement. (Règlement grand-ducal du 9 novembre 2001). Une telle gestion comporte le suivi administratif des dossiers, le contrôle sur place des exploitations, le conseil technique des vignerons, le paiement ainsi que l'évaluation agri-environnementale et socio-économique de ce programme.

Pour cette raison, les deux tirets suivants ont été ajoutés à l'article 1er du présent projet de loi, à savoir:

- „h) d'établir des statistiques annuelles sur la situation économique et sociale de la viticulture;
- i) de procéder à toutes enquêtes spéciales sur la situation économique et sociale de la viticulture dont il pourra être chargé.“

Il convient, par ailleurs, de reformuler un élément du libellé de la mission de l'Institut, à savoir celui relatif au rôle du service dans le cadre européen. En effet, l'Institut est appelé à défendre les intérêts viticoles luxembourgeois au sein des différentes instances communautaires (comités de gestion, groupes de travail, groupe d'experts etc.). A ce titre, il participe à l'élaboration de la politique viticole commune sur le plan de l'Union européenne. A l'occasion de la modification de la loi, il convient d'adapter la description du rôle de l'Institut dans le texte de la loi en précisant que l'Institut participe à l'application et à l'exécution des règlements et mesures communautaires au niveau national. En effet, il contribue largement à la mise en oeuvre du droit communautaire viticole au niveau national, et, en outre, il lui incombe une importante mission de contrôle dans l'exécution des textes communautaires. Voilà pourquoi une quatrième division des relations extérieures et du marché commun est mise en évidence.

Il est important de souligner également que l'Institut soutient particulièrement les efforts et les initiatives d'adaptation des exploitations viticoles dans le domaine de la protection de l'environnement, de la préservation de l'espace naturel et du développement durable.

Pour cette raison le tiret a) de l'article premier de la présente loi a été libellé comme suit:

- „a) de promouvoir le progrès technique et économique dans tous les domaines de la viticulture, de l'oenologie et de la vinification, par l'application des méthodes appropriées de l'information, de la vulgarisation, de la démonstration, de la recherche, de la formation professionnelle ainsi que par l'application de méthodes appropriées et respectueuses de l'environnement, du paysage et de l'espace naturel.“

Enfin, il y a lieu de régler la mission de l'Institut dans le domaine de l'organisation, de la garantie et du contrôle du fonctionnement ainsi que de la gestion des Marques Nationales des vins, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg.

Pour cette raison, le tiret j) a été ajouté à l'article premier de la présente loi:

- „j) d'organiser, de garantir et de contrôler le fonctionnement et la gestion de la Marque Nationale du vin, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg.“

Actuellement, le service technique et administratif de la Marque Nationale est placé sous la tutelle de la Commission de la Marque Nationale et l'Etat participe à raison de cinquante pour cent aux frais de personnel sur base d'une convention conclue en 1991 entre l'Etat et la Commission de la Marque Nationale.

Or, pour les autres Marques Nationales de produits agricoles, l'Etat met à la disposition des commissions respectives le personnel administratif et technique. Pour cette raison, ce projet de loi propose d'inclure le personnel du service administratif et technique de la Marque Nationale dans le cadre du personnel de l'Institut.

L'article 2 du présent projet prévoit la perception de taxes pour les analyses des vins tranquilles, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg, lors de leur processus de vinification et sur demande des viticulteurs.

Sont exempts de la perception de cette taxe les analyses obligatoires des moûts de raisins fraîchement vendangés ainsi que des produits de vins présentés pour l'obtention de la marque nationale.

2) Le cadre de l'Institut viti-vinicole

En ce qui concerne la modification des dispositions relatives au cadre du personnel de l'Institut, le présent projet de loi vise les objectifs suivants:

- a) adapter en premier lieu le cadre du personnel de l'Institut aux besoins et aux nouvelles missions de l'administration, sans pour autant augmenter considérablement l'effectif du personnel, mais en modifiant certaines carrières existantes du cadre inférieur et de l'ouvrier en les carrières de rédacteur et d'expéditionnaire ainsi qu'en revalorisant les carrières à savoir celle du directeur et celles des ingénieurs. Dans la carrière supérieure de l'ingénieur il est notamment prévu de compléter cette carrière par un poste supplémentaire dans la spécialité de l'oenologie

- b) intégrer le personnel technique et administratif des Marques Nationales des vins, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg dans le cadre du personnel de l'Institut. Actuellement, l'Etat prend en charge, mais seulement à titre de cinquante pour cent, les frais du même personnel par le biais d'une convention entre l'Etat luxembourgeois et la Marque Nationale du vin. Cette convention sera abrogée après l'entrée en vigueur de la présente loi. L'intégration du personnel de la Marque Nationale dans le cadre de l'Institut permettra de lui donner un statut légal
- c) abroger les dispositions devenues désuètes ainsi que certaines de celles qui sont de toute manière prévues par la législation applicable de façon générale aux agents de l'Etat et tenir compte de tous les changements intervenus en ce qui concerne les conditions d'accès à une carrière et l'évolution de celle-ci.

Ad a):

Depuis la dernière décennie, les tâches administratives et techniques de l'Institut n'ont cessé de croître et notamment, par:

- une extension des analyses des vins et crémants dans le laboratoire de l'Institut suite à des réglementations communautaires plus sévères dans les domaines des produits alimentaires et de la sécurité alimentaire;
- l'introduction d'une prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage en 1998;
- l'établissement de diverses statistiques concernant le secteur viticole;
- le calcul et le contrôle des rendements à l'hectare;
- l'application au niveau national d'un nombre accru de règlements et de directives communautaires;
- l'application de nouvelles méthodes respectueuses de l'environnement dans le domaine de la viticulture;
- un nombre plus élevé d'essais de plants de vignes sélectionnées (de meilleure qualité, plus résistantes aux ennemis de la vigne et au gel, nouveaux cépages, cépages rouges etc.) dans les vignobles de l'Etat;
- l'application de nouvelles techniques de vinification dans la cave de l'Institut.

La section viticulture entreprend, en collaboration avec le secteur privé, des expérimentations en matière de techniques viticoles.

Pour mieux maîtriser toutes ces tâches il y a lieu de procéder, en premier lieu, à une restructuration du cadre actuel du personnel de l'Institut.

Il s'agit, d'échanger, de remplacer ou de modifier certaines carrières, du cadre inférieur, de l'ouvrier ou de l'employé, par des carrières inférieures de l'expéditionnaire et du rédacteur, carrières répondant mieux, du point de vue de la qualification, aux besoins actuels et futurs de l'Institut.

En outre, le présent projet de loi prévoit la revalorisation de certaines carrières. Il offre les restructurations et revalorisations suivantes du cadre du personnel:

- remplacement du poste de surveillant des travaux par un poste de la carrière moyenne du rédacteur; en effet, l'évolution et l'envergure des attributions de l'Institut viti-vinicole ont changé fondamentalement au cours des vingt dernières années et les multiples tâches incombant au secrétariat rendent nécessaire ce remplacement;
- transformation du poste d'un employé de l'Etat, actuellement chargé du casier viticole, du calcul des rendements à l'hectare, des statistiques de la structure des exploitations viticoles, de la gérance des arrachages, plantations et replantations des vignobles etc. en un poste de la carrière inférieure de l'expéditionnaire et dont les conditions d'admission sont déjà remplies;
- transformation du poste d'un ouvrier au service du laboratoire de l'Institut en un poste de la carrière inférieure de l'expéditionnaire technique; actuellement, ce poste est occupé par un agent de la carrière de l'ouvrier qui remplit les conditions d'admission à la carrière de l'expéditionnaire technique.

En ce qui concerne le laboratoire, il est dirigé par une ingénieure chimiste diplômée et un expéditionnaire technique, ce dernier étant en charge de l'exécution des différentes analyses des moûts, des vins tranquilles et des vins mousseux. D'après l'étude stratégique sur le secteur viticole luxembourgeois réalisée en décembre 1997 par le groupe de consultants Price Waterhouse, un effectif permanent d'au moins trois personnes au service du laboratoire est nécessaire et indispensable pour satisfaire à la

demande croissante des analyses du laboratoire et pour garantir aux viticulteurs un délai convenable pour l'obtention de leurs résultats, c.-à-d. endéans 24 heures après la déposition des échantillons, cas normal des laboratoires dans d'autres régions viticoles. En effet, les analyses individualisées du viticulteur demandent dans la majorité des cas des réponses rapides pour réagir dans de brefs délais à des problèmes de vinification.

En plus, la réorganisation du système de la Commission de la Marque Nationale va entraîner une augmentation des dégustations de 2, 3 à parfois 4 séances par semaine.

Enfin, suite à la directive 93/99/CE du Conseil relative à des mesures additionnelles concernant le contrôle officiel de denrées alimentaires, le nombre d'analyses de contrôle va augmenter considérablement. Il s'ensuit que l'emploi d'un fonctionnaire dans la carrière de l'expéditionnaire technique ayant une formation de base en chimie est indispensable pour assurer et garantir le bon déroulement des travaux du laboratoire.

- La carrière de l'assistant technique viticole est revalorisée du point de vue de la formation exigée et assimilée à la carrière du laborantin d'autres administrations. En effet, par rapport au passé, l'assistant technique viticole doit avoir des connaissances plus larges et approfondies dans les domaines viticoles, phytopharmaceutiques, oenologiques, environnementaux, législatifs etc. pour maîtriser les tâches multiples dans le domaine de la vulgarisation. Pour cette raison, des études viti-viticoles, d'au moins trois ans, à une école viticole supérieure ou universitaire sont requises et la carrière prévoit les grades 10 à 14 de l'administration générale;
- les carrières supérieures de l'Institut sont assimilées aux carrières supérieures d'autres administrations et services de l'Etat, comparables à l'Institut;
- l'engagement d'un ingénieur supplémentaire dans la spécialité de l'oenologie. Dans un monde globalisé, les pratiques sur la transformation des moûts de raisin, sur les vinifications, l'élevage et la détermination des qualités des vins ne cessent de se développer, de se perfectionner et de s'améliorer. Il s'agit d'élaborer une pratique oenologique moderne adaptée à la recherche de la qualité pour notre région viticole et contribuant à la connaissance de l'évolution du goût des consommateurs.

Cet ingénieur a comme mission principale d'appliquer les données des sciences du vin dans le cadre des techniques de la vinification et de la conservation des vins et a un rôle important dans le choix du matériel et dans l'orientation des techniques de vinification pour l'élaboration de vins de qualité. Il participe aux différentes recherches appliquées et conseille le viticulteur pour la vinification, la sélection, l'élevage, la conservation, le vieillissement et la mise en bouteille du vin.

Ad b):

Le projet de loi prévoit une intégration du personnel de la Marque Nationale des vins dans le cadre du personnel de l'Institut. Actuellement, l'Etat prend en charge les frais du même personnel à titre de cinquante pour cent par le biais d'une convention entre l'Etat et la Marque Nationale des vins, convention qui serait à abroger.

A l'instar du régime des autres Marques Nationales de produits agricoles, où les fonctions techniques et administratives sont pourvues par des fonctionnaires de l'Etat, le présent projet de loi propose d'intégrer le personnel actuel de la Marque Nationale dans le cadre du personnel de l'Institut.

La restructuration suivante est donc proposée:

- les employés de bureau de la Marque Nationale, assimilés aux carrières B, B1, C ou D de l'employé de l'Etat, reçoivent le statut d'employé de l'Etat.

Ad c):

Dorénavant, la loi organique de l'Institut n'est plus censée régler le détail de toutes les carrières. Pour cette raison, elle se réfère aux dispositions générales s'appliquant aux agents de l'Etat.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er.–

Cet article a trait aux missions de l'Institut viti-vinicole. Par rapport à la loi du 29 août 1976, le nouveau libellé tient compte des nouvelles missions de l'Institut viti-vinicole, surtout sur le plan national, mais également au niveau de l'Union Européenne et d'autres organisations internationales, dont notamment l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin. En outre, la nouvelle loi propose d'intégrer les Marques Nationales des vins, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg dans les compétences de l'Institut viti-vinicole.

Article 2.–

L'article 2 prévoit la perception de taxes pour les analyses non obligatoires effectuées par le laboratoire de l'Institut et dont les modalités sont fixées par règlement grand-ducal.

Article 3.–

L'article prévoit l'organisation de cours de formation en viticulture et en oenologie. En effet, depuis sa création en 1925, l'Institut viti-vinicole a toujours joué un rôle important dans la formation des viticulteurs. De tels cours de perfectionnement restent d'actualité pour les viticulteurs dans le cadre de la formation professionnelle continue. Conscient de l'évolution croissante des nouvelles techniques viticoles, oenologiques et environnementales ainsi que de l'évolution des technologies modernes de l'information, de la mécanographie et de la communication, l'Institut viti-vinicole est appelé à organiser couramment des cours dans ces domaines.

Article 4.–

L'article indique la structure de l'Institut viti-vinicole. Dorénavant, l'Institut viti-vinicole comporte cinq sections au lieu des trois sections définies dans la loi du 29 août 1976.

En outre, les différentes sections font l'objet d'une formulation plus détaillée et précise.

Article 5.–

Cet article concerne l'organisation du personnel de l'Institut viti-vinicole et, notamment, l'intégration du personnel de la Marque Nationale des vins dans le cadre du personnel de l'Institut.

a) et b)

Dans la carrière supérieure de l'ingénieur et dans la carrière moyenne de l'assistant technique viticole, les adjectifs „deux“ inscrits dans la loi du 29 août 1976 sont remplacés par „des“. Ainsi, dans un souci de plus de flexibilité, le nombre des personnes pouvant accéder à un grade donné dans le cadre de cette carrière est réglé par la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat.

c) et d)

Ces points prévoient l'accès à la carrière moyenne du rédacteur et à la carrière inférieure de l'expéditionnaire technique ou expéditionnaire. L'introduction de ces carrières est nécessaire afin de pouvoir garantir un meilleur fonctionnement de l'Institut viti-vinicole. Le nombre de personnes pouvant accéder à un grade donné dans le cadre des carrières est réglé par la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat.

En ce qui concerne les carrières du surveillant des travaux et du concierge, celles-ci restent limitées chacune à une seule personne.

Article 6.–

Cet article précise les formations requises en ce qui concerne l'accès aux différentes fonctions de l'Institut viti-vinicole pour la carrière supérieure, pour l'assistant technique viticole, pour le surveillant des travaux et pour le concierge.

Article 7.—

Cet article propose une revalorisation de la carrière du directeur de l'Institut viti-vinicole et de l'assistant viticole. Il introduit la nouvelle carrière de l'assistant technique viticole. Il propose le classement de ces fonctionnaires dans le tableau des traitements des fonctionnaires de l'Etat.

Article 8.—

Cet article traite des dispositions transitoires:

- (1) Ce paragraphe prévoit le maintien de l'assistant viticole actuel dans son grade, sachant qu'à l'avenir cette carrière fera l'objet d'une revalorisation en fonction d'une formation spécifique.
- (2) Ce paragraphe prévoit d'admettre les employés de la Marque Nationale du vin au statut d'employé de l'Etat.
- (3) Ce paragraphe prévoit la fonctionnarisation d'un employé de la carrière B1, occupé dans l'administration de l'Institut viti-vinicole depuis le 1er mai 1980, et qui remplit les conditions pour être admis à la dernière fonction de la carrière de l'expéditionnaire.
- (4) Ce paragraphe prévoit la promotion d'un agent, actuellement occupé comme ouvrier au service du laboratoire, et qui assume les fonctions d'un expéditionnaire technique. Après deux ans de service et après six mois après la mise en vigueur de la présente loi, il est admis à la carrière inférieure de l'expéditionnaire technique, à condition de se soumettre à un examen spécial d'admission, dont les conditions sont fixées par règlement ministériel.

